DISCOURS DU BURUNDI A LA COP 16 ET CMP6 TENUES A CANCUN AU MEXIQUE DU 29 NOVEMBRE AU 10 DECEMBRE 2010.

Excellences Mesdames Messieurs les Chefs d'Etats et des Gouvernements
Excellence, Madame le Président de la seizième Conférence des Parties
Excellence Madame le Secrétaire Exécutif de la Convention,
Excellences Mesdames, Messieurs les Ministres,
Distingués Délégués,
Mesdames, Messieurs,

Au nom du Gouvernement burundais, au nom de ma délégation et à mon nom propre, c'est un grand honneur de prendre la parole au cours de cette Seizième Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et à la Sixième Session des Parties au Protocole de Kyoto qui se tiennent dans cette belle ville de CANCUN.

Je voudrais d'abord remercier particulièrement le Gouvernement des Etats Unis de Mexique et le Peuple Mexicain pour les facilités qu'ils nous ont offertes pour prendre part à ce grand rendez vous, et pour l'hospitalité qu'ils nous ont réservée depuis notre arrivée.

Auguste Assemblée,

Nous sommes réunis autour d'un problème de changement climatique dont les effets néfastes ne cessent de se manifester, en témoignent la fonte des glaciers, la désertification et des inondations qui prennent trop d'ampleur.
Nous pensons qu'il est urgent de passer à l'action avant qu'il ne soit trop tard ; et nous attendons des pays développés historiquement responsables du réchauffement de la Terre, des engagements chiffrés et ambitieux pour l'atténuation des leurs émissions de gaz à effet de serre.

Le Burundi est frappé aussi de plein fouet par les changements climatiques qui se manifestent par des sécheresses prolongées accélérant la désertification et des pluies torrentielles occasionnant des inondations et des glissements de terrain. Les changements climatiques constituent ainsi un risque accru de catastrophe pour le pays. Ils occasionnent aussi la perturbation des saisons culturales alors que l'économie de notre pays dépend essentiellement de l'agriculture.

Les impacts socio économiques sont énormes et multidimensionnels et ce sont les communautés locales vulnérables qui sont beaucoup plus affectées par ces catastrophes.

Madame la Présidente, distingués délégués,

Depuis que le Burundi a ratifié la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et son protocole de Kyoto en 1997, le Burundi a commencé à prendre des mesures pour faire face aux changements climatiques.
Les communications nationales déjà au nombre de deux, ont mis en évidence la vulnérabilité des secteurs socioéconomiques tels que l'agriculture, l'énergie, la santé, les ressources en eau et les écosystèmes ; et une Stratégie Nationale d'Adaptation a été adoptée.
Un plan d'actions pour l'adaptation aux changements climatiques a été élaboré et sa mise en œuvre au niveau national a débuté mais le pays manque cruellement de ressources financières suffisantes.

Le Burundi utilisant à plus de 95% les combustibles ligneux, il a fortement besoin d'exploiter son potentiel en énergies nouvelles renouvelables dans le cadre de la sauvegarde du patrimoine forestier qui se dégrade continuellement, et protéger les ressources en eau aussi en diminution suite au réchauffement généralisé.

Le projet REDD Plus et les projets MDP en phase exploratoire devraient viser de relever ce défi.

Excellences Mesdames Messieurs les Chefs d'Etats et des Gouvernements
Excellence, Madame le Président de la seizième Conférence des Parties
Excellence Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Convention,
Excellences Mesdames, Messieurs les Ministres,
Distingués Délégués,
Mesdames, Messieurs,

Le Burundi reste confiant que la présente Conférence va faire un grand pas dans les négociations en cours sur l'avenir du climat en adoptant des mesures qui permettront la survie du protocole de Kyoto dont la mise en place a couté très cher en termes de temps et de moyens financiers. Tous les états devraient au contraire se réjouir de son existence et l'adopter.

Certes, des discours se prononcent sans cesse avec de bonnes idées mais face aux défis combien lourds et par rapport à la gravité de la situation climatique actuelle, nous n'avons plus de temps à perdre et nous devons passer à l'action au plus vite.

La seule stratégie dont nous disposons c'est de prendre des engagements clairs et de les traduire aussitôt en des actions tangibles et concrètes. Cette stratégie ne pourra aboutir qu'à condition de promouvoir la solidarité nationale, régionale et internationale.

Le Burundi demande avec insistance que la vulnérabilité face aux changements climatiques des pays en développement en général et des pays en développement post conflits en particulier, soit prise en compte et que des mécanismes financiers souples, équitables et durables soit mises en place et appuyés par les pays développés .

Enfin, le Burundi soutient le scenario d'une augmentation moyenne du réchauffement globale de moins de **1,5°Celsius,** conformément aux recommandations du GIEC.

C'est en effet la bonne voie pour rétablir l'équilibre écologique mais également pour rétablir la confiance de la jeunesse, qui ne cesse de crier au secours de la Planète Terre en détresse mais sans défense.

Je vous remercie !